

D'une société de la croissance matérielle à une société de l'émancipation humaine

Yveline Nicolas

Coordinatrice de l'association Adéquations (Association de sensibilisation, formation et soutien de projets en matière de développement durable, solidarité internationale, droits humains www.adequations.org), ynicolas@adequations.org

Le texte de présentation introductif à ce forum met en débat les notions de développement, de «croissance héritée des siècles derniers». Il faut noter cependant que les questions du développement et de son corollaire le «sous-développement» au sens où l'Occident les ont théorisées sont finalement très récentes : elles datent de l'après-guerre. L'injonction à la croissance quantitative illimitée, qui nous a mis dans une impasse, constitue surtout un héritage de la période des «trente glorieuses». Des économistes néo-classiques des années cinquante ont produit des modèles délirants, érigé en dogme un simple indicateur, la croissance du PIB, suscitant cette espèce de religion de la croissance économique, dont nous avons beaucoup de mal à sortir—particulièrement les décideurs politiques et économiques.

Les économistes classiques avaient théorisé dès le début du XIX^e siècle une question qui revient au centre du débat actuellement, celle des limites liées aux ressources naturelles et à la démographie. Déjà, à cette époque, a été formulé le concept «d'état stationnaire». Ainsi Stuart Mill, contrairement à d'autres économistes de l'époque, se réjouit que l'humanité puisse un jour atteindre un stade où au lieu de se battre pour gagner toujours plus d'argent, on s'occuperait des «raffinements des arts et de l'esprit»¹.

Au-delà de la critique relativement partagée du modèle actuel et de la description de ce que serait un mode de développement humain soutenable, l'enjeu important à approfondir est celui de la transition, du processus de transformation. Comment passer de la société de croissance matérielle à une société

où, comme le disait Guy Carassus dans son intervention, en rappelant les analyses de Marx, le temps, le loisir, l'émancipation humaine soient la valeur centrale? Il faudrait aussi aborder la question de la décroissance : décroissance de quoi?, comment?, pour qui?, avec quel calendrier? Par ailleurs, certains acteurs et associations écologistes suivent maintenant le courant du «New Deal vert», de la «croissance verte», qui risque fort d'être un leurre, de nouveaux habits pour le capitalisme.

« L'économie verte » constitue ainsi un des axes du futur Sommet mondial du développement durable «Rio + 20», prévu en juin 2012 par les Nations unies. Le groupe d'experts sur «Commerce, économie verte et développement durable» définissait, à Genève en octobre 2010, ce concept de la façon suivante : «Le défi d'une économie verte est d'améliorer le niveau de vie dans les pays en développement sans augmenter leur empreinte écologique et en même temps de ne pas réduire le niveau de vie dans les pays développés tout en réduisant leur empreinte.» Un tel objectif s'apparente à la quadrature du cercle. En tout cas, cette équation mérite d'être discutée²...

Dans ce que les intervenants-es précédents-es ont dit, je mettrai en débat quatre points qui me semblent un peu oubliés des analyses formulées ou qui constituent des pistes intéressantes à creuser.

- Concernant l'analyse faite de la crise agricole et alimentaire mondiale, il a été question notamment de l'accapement des terres pour produire des agrocarburants. Il est plus difficile d'aborder l'accapement des terres pour la production de viande, et donc pour la consommation de viande. Le problème écologique (et sanitaire) généré par cette consommation excessive a pourtant fini par faire irruption dans le débat public à l'occasion des négociations sur le changement climatique. La consommation de viande n'est pas soutenable sur un plan énergétique et environnemental – sans parler du plan éthique, en ce qui concerne les élevages industriels. 60% des terres européennes sont mobilisées par les céréales destinées à nourrir le bétail. C'est aussi une cause importante de déforestation au Sud. L'analyse a été faite précédemment des mécanismes économiques, des rapports de force qui font entrer la nature, l'agriculture dans le capital. Mais comment se situe chaque personne par rapport à ce mode de consommation dominant, par rapport à sa propre façon de consommer? Sans être taxé de vouloir culpabiliser les «consommateurs», ne peut-on poser la question de la responsabilité, celle de ne vouloir renoncer à rien tout en souhaitant l'avènement de l'écologie? On a parlé du «décrochage» entre les agriculteurs – «exploitants agricoles» – et la nature. L'indifférence des agriculteurs et des consommateurs au traitement qu'on fait subir à une partie du vivant, les animaux, ne constitue-t-elle pas également une forme de décrochage sur le plan éthique? L'industrialisation des productions, l'emprise et la concentration des industries agroalimentaires et la marchandisation de tous

les aspects du vivant encouragent et produisent cette dissonance—reflétée par exemple par le hiatus entre la vitrine du Salon de l'agriculture et la réalité des conditions d'élevage intensif...

- Les interventions ont beaucoup tourné autour de la problématique «Nord-Sud», de l'impératif de solidarité dans l'espace. Cette question fondamentale ne doit-elle pas se réactualiser en prenant en compte l'existence d'une «oligarchie internationale», évoquée notamment par Hervé Kempf dans ses livres? ³ Au Sud comme au Nord, une oligarchie maintient un système de prédation, cause de la paupérisation et de l'aggravation des inégalités. Les événements actuels en Tunisie et d'autres pays de la sous-région sont assez révélateurs du système intenable mis en place «en partenariat» ici et là-bas par cette classe d'hyper-riches qui exploite et accumule toutes les richesses produites par la société, profite de façon illégitime par abus de pouvoir de tout le capital humain, culturel, écologique des pays, perd tout sens de la mesure, développant, de plus, un modèle de vie et de consommation énergétivore et ostentatoire vers lequel tendent du coup les classes moyennes et les pauvres.

- Concernant la société de l'immatériel comme facteur de sortie de la crise, on oublie souvent que «l'immatériel» aussi est prédateur de matières premières et notamment de matières non renouvelables. Tous nos objets électroniques, nos ordinateurs, nos téléphones portables nécessitent pour le moment et pour la plupart des métaux rares. Leur extraction, le contrôle des ressources sont causes ou exacerbent des conflits et des guerres extrêmement meurtrières comme en République démocratique du Congo (peut-être 5 millions de morts depuis une douzaine d'années, dans l'indifférence...). Comment prendre en compte, internaliser ce bilan écologique et humain quand on parle de développer la société de l'immatériel?

- Le rappel des indicateurs par Frédéric Lebaron est très important. Le choix des indicateurs «de développement» est en effet déterminant. Loin de n'être que technique, il est politique et devrait être approprié démocratiquement, faire l'objet d'un débat, de modalités participatives pour déterminer les indicateurs, les renseigner et les évaluer. Cet éclairage a permis d'aborder la question de l'égalité des femmes et des hommes, en mentionnant les indicateurs de genre ou sexo-spécifiques. La prise en compte de l'approche de genre demeure en effet largement en France un point aveugle des discussions sur le modèle économique et de développement. Pourquoi ne discute-t-on plus—ou de façon qui reste confidentielle et militante—de la place et de l'impact du travail domestique invisible et gratuit des femmes, de sa contribution à la création de richesse et de valeur alors que travail dit «reproductif», assumé à 80% par les femmes, est une condition nécessaire, la base de l'économie

dite «productive»? D'après le PNUD, ce travail gratuit équivaut à 50% du PIB mondial et les femmes assurent, dans le monde, près des trois quarts de l'ensemble des heures de travail mondiales. Mais elles ne consacrent qu'un tiers de leur temps au travail rémunéré et les deux autres tiers au travail non rémunéré. La proportion est inverse pour les hommes ⁴.

Il paraît difficile de continuer à réfléchir et militer pour un «développement humain soutenable, plus égalitaire et solidaire», sans faire des inégalités femmes-hommes un point central de nos travaux.

Notes

- (1) Pour une perspective historique et économique de ces notions, voir notamment l'extrait de l'ouvrage *Le développement durable*, sous la direction de Catherine Aubertin et Franck-Dominique Vivien, La Documentation Française, 2010; en ligne sur : <http://www.adequations.org/spip.php?article1511>
- (2) Cf. article de suivi de la préparation de «Rio + 12»: <http://www.adequations.org/spip.php?article1509>
- (3) *L'Oligarchie, ça suffit, vive la démocratie*, Hervé Kempf, Le Seuil, 2011.
- (4) Ce point est développé dans l'article sur «genre et économie»: <http://www.adequations.org/spip.php?article1271>